

# « Avec des prix de vente corrects, pas besoin de subventions »

Les syndicats agricoles sont tous d'accord sur une chose : sans les aides européennes de la politique agricole commune (PAC), leur activité ne serait pas possible. « Si nos prix de vente étaient corrects, nous n'aurions pas besoin de subventions, explique Vincent Delmas. Mais le lobby agroalimentaire continue de faire pression pour que les prix restent bas. »

Le porte-parole de la confédération paysanne de la Drôme déplore aussi la complexité des démarches et les changements incessants de politique. « On passe beaucoup de temps sur les dossiers d'allocations. Je connais des agriculteurs qui sont obligés de faire appel à des prestataires extérieurs pour gérer leur comptabilité, tellement c'est complexe. »

Fanny Metrat est éleveuse de chèvres en Ardèche, à Vallées-d'Antraigues-Asperjoc. Elle fait partie de la commission nationale de la confédération paysanne pour la re-



**Pour beaucoup d'éleveurs et d'agriculteurs, la politique agricole commune (PAC) est encore trop inégalitaire, et les démarches pour les subventions beaucoup trop complexes.**

Photo Le DL/Fabrice ANTÉRION

connaissance des zones pastorales. Une des grandes injustices de la PAC, d'après elle. « Pour toucher les aides européennes, encore faut-il

être situé dans une zone considérée comme agricole. Quand on a un élevage dans des landes, dans la garrigue, ces surfaces ne sont parfois

pas reconnues comme des zones éligibles. » La faute à certains élus européens anglophones, qui n'ont pas la même conception de l'éleva-

ge que les bergers drômois ou ardéchois. « C'est une bagarre avec eux. En Angleterre, les zones pastorales ce sont des grands champs d'herbe en plaine. Les Boutières, les Cévennes ou les Baronnie, ils ne connaissent pas ! »

Fanny Metrat souhaiterait aussi une PAC plus solidaire, parce qu'en France dit-elle « 80 % des aides européennes vont à 20 % des agriculteurs ».

Jean-Luc Flaugère, ancien président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de l'Ardèche, milite, lui, pour une PAC qui aide à financer la recherche. « Les élus européens ne prennent pas en compte le dérèglement climatique. Un été sur deux est caniculaire, on a du gel au printemps. Il faut pouvoir s'adapter et assurer les indemnités. » L'année dernière, il avait perdu la moitié de la récolte de ses vignes.